

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

BONIFACE, Pascal. *La France est-elle encore une grande puissance ?* Paris, Presses de Sciences Po, 1998, 128 p

par Catherine Wiltol De Wenden

*Études internationales*, vol. 30, n° 3, 1999, p. 632-634.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704074ar>

DOI: 10.7202/704074ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

quement toute implication jusqu'à la publication de preuves irréfutables par le gouvernement néo-zélandais. Il montre également comment de Gaulle a réinventé l'histoire de la France pendant la Deuxième Guerre mondiale pour minimiser l'étendue de la collaboration des Français avec l'Allemagne et prétendre que la France s'est libérée elle-même. Enfin, Boshier conclut en admettant qu'indépendamment de l'action de la France, il existerait un mouvement indépendantiste au Québec mais qu'une « génération ou deux d'un endoctrinement vigoureux » peut induire la population de la province à supporter les objectifs séparatistes du Parti québécois.

Tout au long de l'ouvrage, l'auteur donne à des détails une importance qui semble exagérée, comme l'assistance relativement minime accordée par la France à la survie culturelle de l'Acadie. Il est vrai que le « Vive le Québec libre » a été un stimulant important aux indépendantistes de l'époque et continue à être rappelé avec délectation par les promoteurs de la souveraineté québécoise, mais il ne faut pas en exagérer l'importance. Trente-trois ans plus tard, l'indépendance n'est toujours pas réalisée et bien d'autres éléments, depuis, ont influencé les fluctuations de l'idée. Quant au portrait qu'il trace de de Gaulle, mis à part ses admirateurs inconditionnels, plusieurs seront d'accord. L'hostilité de de Gaulle pour le monde anglo-saxon, sa certitude d'incarner la France, de même que son arrogance pour ceux qui osent lui reprocher ses manquements aux usages internationaux sont des faits avérés: « Tout ce qui grouille, grenouille, scribouille... » fut la réponse

qu'il fit aux propos fort modérés de Pearson suite à l'incident de Montréal.

Par contre, l'auteur rapporte, sans fournir la moindre source, des allégations selon lesquelles la France aurait stationné des troupes de la Légion étrangère à Saint-Pierre et Miquelon pour aider les insurgés québécois éventuels et que des troupes russes de la marine à bord d'un navire de pêche russe dans les eaux du golfe étaient prêtes à intervenir. De même, rattacher à l'impérialisme colonial le désir incontestable de la France de faire la promotion de l'influence française dans le monde, me semble exagéré. Quant à la réponse des gouvernements canadiens successifs à l'égard des entreprises séparatistes québécoises et françaises, l'auteur a raison de la trouver faible comparée à ce qu'elle aurait pu être ailleurs, en France notamment. Mais loin d'y voir un défaut, on pourrait y voir, comme le fait John Ralston Saul dans son dernier ouvrage, l'esprit démocratique et tolérant des Canadiens.

Gérard BEAULIEU

*Département d'histoire  
Université de Moncton, Canada*

## EUROPE

### **La France est-elle encore une grande puissance ?**

*BONIFACE, Pascal. Paris, Presses de Sciences Po, 1998, 128 p.*

L'ouvrage de Pascal Boniface est une interrogation sur une préoccupation très ancienne en France : la grandeur, la puissance, l'indépendance de la France sur la scène internationale.

Thème gaullien lié à l'importance de l'État, mais aussi très mitterrandien et qui constitue une constante dans l'histoire de France, associé, d'ailleurs, à celui, connexe, du déclin. Un rappel historique (chap. 1, pp. 15-28) nous remet en mémoire cette « suite ininterrompue de hauts et de bas ».

Si le terme de puissance est lui-même ambigu (chap. 2), ses critères, sans cesse évolutifs, le sont plus encore : l'influence, l'indépendance, les moyens (militaires, démographiques, économiques, technologiques, médiatiques) dans un jeu hier bilatéral ou à trois, quatre ou cinq, comme au temps de Bismarck. La puissance de la France et, plus encore, la perception de celle-ci, se joue désormais dans un jeu multilatéral où les jeux sont plus complexes et où il faut négocier tout le temps avec tout le monde. La puissance est donc moins visible car aucun État, ni même les États-Unis, ne peut imposer seul ses solutions et l'ONU représente toujours une contrainte, surtout pour une superpuissance (chap. 3).

Dans un tel contexte, la France ne serait-elle qu'une puissance moyenne ? Depuis le xv<sup>e</sup> siècle, plusieurs pays se sont succédé dans leur rôle de grande puissance : Pays-Bas, Espagne, France, Royaume-Uni, Empire ottoman, Autriche, Prusse, Russie, États-Unis ; d'autres ont été des forces d'appoint. Même si le nombre de très grandes puissances a très peu varié, nous ne sommes pas pour autant dans un monde multipolaire, car aucun des autres pôles de puissance ne peut concurrencer les États-Unis, qualifiés d'hyperpuissance. La France ne serait-elle alors qu'une puissance d'« influence mondiale » exerçant une influence selon les termes d'Hubert

Vedrine (p. 60), de concert avec l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Russie, la Chine, le Japon, l'Inde, autour desquels gravitent vingt à trente puissances à influence plus limitée, puis le reste des États qui ne pèsent pas directement sur le processus de décision ?

C'est sur cette nouvelle donne que se bâtit un thème pourtant ancien : celui du déclin d'un pays « qui n'aurait plus les moyens de ses ambitions » : une démographie en baisse depuis le xviii<sup>e</sup> siècle, un territoire qui s'est rétréci dans le monde depuis la décolonisation, mais une vieille tradition d'État fort, une place permanente au Conseil de sécurité, une puissance nucléaire parmi les cinq officielles, une puissance économique (4<sup>e</sup> pour le PIB), la première puissance touristique mondiale. Cette perception d'un déclin inéluctable repose, selon Pascal Boniface, sur une triple erreur : « erreur sur un passé lointain qui n'a jamais été une marche triomphale permanente ; erreur sur la façon dont se produit et s'exerce aujourd'hui la puissance, qui n'a plus rien à voir avec ce qui existait dans le système international du xix<sup>e</sup> ou de la majeure partie du xx<sup>e</sup> siècle ; erreur enfin sur la véritable hiérarchie du monde contemporain » (p. 68).

Dans sa volonté de puissance, la France est amenée à se comparer aux États-Unis, puissance globale avec laquelle aucun pays ne peut rivaliser dans quatre domaines essentiels : militaire, économique, technologique, culturel. Devant la réputation d'arrogance, mais aussi la tendance française à la « résignation » et à « l'auto-flagellation », selon les termes de Pascal Boniface, seul le réalisme peut

permettre aujourd'hui à la France de préserver son statut de puissance moyenne (chap. 5).

Face à l'Europe (chap. 6), la France est d'abord marquée par l'échec de la CED (1952-1954). Elle peut de moins en moins imposer ses conceptions au fur et à mesure que le centre de gravité de l'Europe se déplace. L'Europe n'est pas pour elle un multiplicateur de puissance, mais plutôt un facteur d'évolution qu'elle ne maîtrise plus (abandon de souveraineté), à moins que l'Europe ne soit plutôt un moyen d'assurer le rayonnement de la France. Malgré quelques discours récurrents sur la perte d'identité de la France, les Français ne semblent pas, d'après les sondages, craindre de se diluer dans l'ensemble européen, et ceux qui sont contre l'Europe au nom de la grandeur de la France se contredisent eux-mêmes.

Dans un monde multipolaire (chap. 7), la France a sa carte à jouer : francophonie, droits de l'Homme, aide au développement (où elle garde son rôle de leader), mais elle ne peut le faire que si elle s'appuie sur l'Europe. Le dernier chapitre (8) est consacré au « désir de puissance : à consommer avec modération ». Deux écueils sont à éviter : abandonner toute ambition et, au contraire, parler sans fin de sa vocation à la puissance. Là encore, le réalisme s'impose : privilégier la crédibilité politique plus que la crédibilité militaire, cesser de justifier la possession d'armes nucléaires pour sa grandeur, utiliser la francophonie comme instrument d'ouverture et non comme une arme défensive contre l'anglais, poursuivre son rayonnement dans le Tiers Monde sans le ternir par une politique répressive des visas et

des sans-papiers. L'auteur en conclut, une fois de plus, que la véritable ambition réside dans le réalisme et termine sur ce constat : la France est une puissance.

Un livre agréable à lire, qui fait le tour des grands jeux internationaux auxquels la France est confrontée.

Catherine WIHTOL DE WENDEN

CNRS (CERI), Paris, France

### **The Politics of Multiculturalism in the New Europe : Racism, Identity and Community.**

MODOOD, Tariq and Pnina WERBNER.  
London & NY, Zed Books, 1998, 288 p.

Encore une fois, sous la direction de Tariq Modood & Pnina Werbner, 14 auteurs contribuent à ce volume et à un autre complémentaire suite à un « atelier » européen tenu à l'Université de Manchester, en décembre 1994, sur le thème des « multiculturalismes », en tant que résultats, constamment contesté et contestable, de multiples rapports de force et de multiples négociations. Impossible donc de rendre compte de toute la richesse de chacune des contributions pourtant originales tant du point de vue théorique qu'ethnographique. Sont ainsi examinés par différents auteurs les cas de l'Europe de l'Est et l'Europe centrale, de la Scandinavie, des immigrants turcs en France et en Allemagne, de l'Islam en France et en Allemagne, de l'ethnicité en Angleterre, considérée comme exemplaire des programmes d'actions positives du « communautarisme » des droits individuels égaux et de la ville irlandaise de Bradford.